



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2025-10-00155 DU 28 OCTOBRE 2025

**portant prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation d'exploiter une
carrière alluvionnaire par la SA MORONI sur le territoire de la commune de Perthes**

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1 et L. 171-7 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la
préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à
M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°1533 du 30 avril 2009, portant autorisation d'exploiter une carrière de
matériaux alluvionnaires par l'entreprise SA Charles MORONI sur la commune de Perthes ;

VU le porter à connaissance de l'exploitant reçu en date du 8 août 2025 par lequel l'exploitant
demande une modification du tracé d'accès à la carrière ;

VU la visite d'inspection des installations classées du 24 septembre 2025 sur le site exploité
par la SA MORONI représentée par Monsieur Romain SIRJEAN, désigné comme l'exploitant ; sur le
territoire de la commune de Perthes, implanté au lieu-dit Pâtis St Nicolas, La place Royale Sud, Les
Echats, Les Prés sur la commune de Perthes ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées réalisé suite à la visite susmentionnée ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 1^{er} octobre 2025 transmettant le
projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part
de ses observations à l'autorité administrative ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 13 octobre 2025 indiquant n'avoir aucune remarque à
formuler sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par l'exploitant en date du 8 août 2025 sont de
nature à modifier l'arrêté d'autorisation susmentionnée ;

CONSIDÉRANT que cette demande de modification de tracé n'est pas de nature à générer de
gênes et inconvénients supplémentaires aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

CONSIDÉRANT que cette demande de modification de tracé n'est pas de nature à générer de gênes et inconvénients supplémentaires aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : La SA MORONI dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 60 Boulevard du Val de Vesle Prolongé, 51 500 Saint-Léonard, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de sa carrière sise sur la commune de Perthes.

Article 2 : Accès à la voirie publique

Le plan de l'annexe 3 de l'article 5 de l'arrêté d'autorisation n°1533 du 30 avril 2009 est modifié comme annexé au présent arrêté.

Les autres prescriptions sont maintenues.

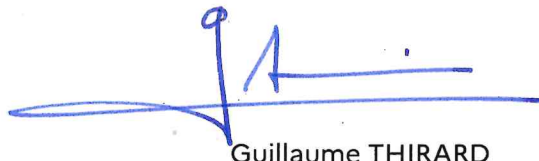
Article 3 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction selon les principes édictés à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Le Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Annexe 1 : accès à la voirie publique

